

COMMUNIQUE DE PRESSE DE L'OPPOSITION DEMOCRATIQUE

Les Partis politiques de l'Opposition démocratique, réunis ce jour 30 janvier 2018, portent à la connaissance de l'opinion nationale et internationale ce qui suit :

Suite à l'élection présidentielle contestée du 10 avril 2016, des candidats et plusieurs organisations socio-politiques, constatant l'état de déliquescence avancée du pays et pour éviter une catastrophe qui hypothèquerait définitivement l'avenir du Tchad, ont suggéré la tenue d'un dialogue inclusif.

Le président Idriss Déby Itno, au lieu de saisir cette opportunité historique de rassembler les Tchadiens pour qu'ensemble ils bâtissent une société plus juste et solidaire, dans la paix et l'unité pour un développement harmonieux, s'est livré à diverses gesticulations pour décider d'organiser un forum national afin, dit-il, de réformer les institutions, conformément à son programme de campagne électorale. Tournant définitivement le dos à la voix de la raison et du bon sens, il a maintenu le cap et se propose d'organiser ce forum au début de cette année 2018.

Tout le monde sait, et les Tchadiens en particulier, la situation de délabrement avancé dans laquelle vit le pays : déstructuration de l'Etat, effritement de l'unité nationale, dette colossale du pays, détournements massifs des ressources nationales et plus particulièrement les revenus pétroliers, crise financière et sociale sans précédent, ont conduit à une paupérisation des populations. Et, pour tout couronner, une grave crise politique aux conséquences imprévisibles paralyse le pays. Ce forum, assurément, n'a qu'un seul objectif : la confiscation institutionnelle du pouvoir par des réformes iniques et injustes de nature à plomber définitivement l'avenir du pays.

Les partenaires économiques et financiers du Tchad, en particulier les Nations unies, n'ont pas manqué d'attirer l'attention du gouvernement sur l'ampleur et la gravité de cette situation, et préconisent, eux aussi, un dialogue inclusif. Individuellement et collectivement, les partis politiques de l'opposition ont clairement indiqué qu'ils ne participeraient à ces assises gouvernementales que si certains préalables étaient pris en compte, notamment :

- La mise sur pied d'un comité d'organisation paritaire inclusif majorité/opposition ;
- L'organisation des débats sur toutes les questions qui minent le pays ;
- La création d'un organe paritaire de suivi des décisions des assises, sous supervision internationale (ONU, Union Européenne et Union africaine).

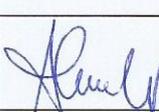
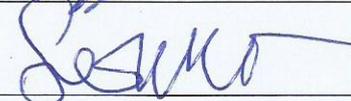
Prenant à témoin l'opinion nationale et internationale, les partis politiques de l'opposition estiment que ces conditions sont réalistes et raisonnables. Mais le gouvernement les a purement et simplement rejetées.

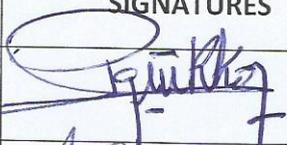
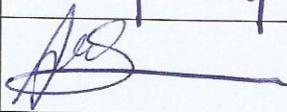
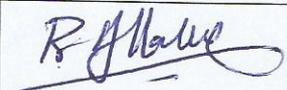
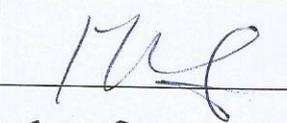
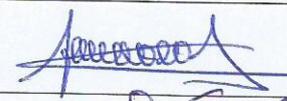
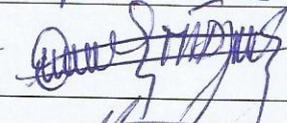
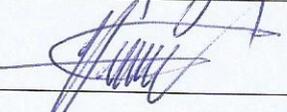
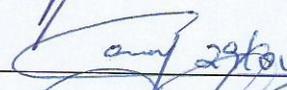
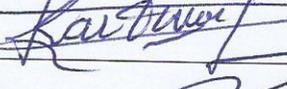
En conséquence, les partis politiques de l'opposition maintiennent leur position d'organiser un dialogue inclusif qui est la seule solution de sauver le Tchad du drame qui lui est imposé.

Face à cette situation créée par le gouvernement, les partis politiques de l'opposition lancent un pressant appel à l'unité d'action de toutes les forces politiques et sociales conscientes de la situation et convaincues de la nécessité de mettre fin à ce régime qui a ruiné le pays et n'offre plus aucune perspective.

N'Djaména, le 30 janvier 2018

LES SIGNATAIRES

NOM DU PARTI POLITIQUE	PRESIDENT	SIGNATURES
PLD	Alhabo Mahamad Ahmad	
ADIL	PE YVADE KAREROUH EL.	
RDP/R	Elhadji Nouroullah Sani	

NOM DU PARTI POLITIQUE	PRESIDENT	SIGNATURES
P.S.T	NGUIERO RENIKO	
ALNAR	ACHEIKH ABDALLAH	
A.P.R	ATAHIR MAHAMAT	
USCROS	IBRAHIM BAKAY	
MURBT	PRESIDENT YAYADONGORS	
A.F.P	GAPILI BAME GONDEBNE	
PLEPT	MAHAMAT TAHIR DJIBRINE	
UOR/PEU	YIME' HYBI LOUETAR	
FPLS	Mohamed Abba DJABOU	
MPTR	Brice Mbaïmon G.	
MCID	BRUHIM VOURNONE PAV.	
PSF	Kaitama Pongué	
ASSALAM	HASSANBAYE ISSA	
PDJS	DJIMNDOU YANLONTOLON	
PPC	KHALIL MAH DJIBRINE	
UNDR	TOPONA Gledin	